



Tribune : Revaloriser le travail pour répondre à la crise agricole

lundi 5 février 2024, par [CGT educ'action](#)

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT signe la tribune ci-dessous aux côtés de Laurence Marandola, porte-parole de la Confédération Paysanne, Murielle Guilbert et Simon Duteil, co-porte-paroles de Solidaires, Benoit Teste, secrétaire général de la FSU et Pierre Thomas, président du Modef.

Cliquez sur l'image ci-dessous pour lire et télécharger la tribune complète :



Revaloriser le travail pour répondre à la crise agricole

La mobilisation du monde agricole met en lumière un scandale. D'un côté, de plus en plus de paysans et de paysannes ne vivent plus de leur travail. De l'autre, les prix de l'alimentation explosent et les salaires sont toujours plus nombreux à être en difficulté pour manger correctement. Pourquoi ? **Parce que les richesses sont captées par la finance, les multinationales de l'agroalimentaire et par la grande distribution dont les marges atteignent des records.** Ce sont les mêmes, les patrons de l'agroalimentaire et les patrons de la grande distribution, qui s'efforcent pour tirer vers le bas la rémunération des agriculteurs et qui exploitent leurs salariés. Les causes du malaise sont les mêmes, les revendications se rejoignent : vivre dignement de notre métier. Nous appelons les salariés et les paysans à s'unir pour mettre fin au vol de leur travail par les multinationales et par les actionnaires.

Le mouvement des agriculteurs et agricultrices en colère doit permettre une revalorisation du travail. Rappelons-nous : durant le Covid, les métiers d'utilité publique ont été applaudis : paysan·ne, personnel soignant, éboueurs, routiers, caissières, enseignants. Or en sommes-nous aujourd'hui pour ces travailleuses et travailleurs ? Toujours plus de difficultés à se loger, se nourrir, vivre correctement ! Sans parler d'une réforme des retraites injuste et inique, pour laquelle les paysannes et paysans se sont mobilisés aux côtés des salariés en révoltant avec les produits des fermes pour « nourrir la lutte ».

Le débat public autour des conditions de travail et le niveau de rémunération des agriculteurs et agricultrices doit permettre de réorienter les politiques publiques au service de l'intérêt général et des travailleuses et travailleurs de la terre. **Il n'y a pas de paysannes et de paysans au travail, il n'y a pas de nourriture dans les assiettes.** Point barre. Ces hommes et ces femmes qui se lèvent jour après jour, prennent soin de la terre et des animaux, sont indispensables à toutes et tous pour pouvoir effectuer les activités individuelles ou collectives de la vie courante.

Et au fond tout le monde le sait bien... Pourtant, une partie significative des agriculteurs vivent en dessous du seuil de pauvreté, endettés et dépendants d'un système économique inhumain. Quant à nos ouvriers agricoles et aux saisonniers, ils et elles cumulent précarité, bas salaires et pénibilité. **Le monde paysan est en quelque sorte « à part » tant les droits sociaux octroyés à cette profession sont faibles :** pas de droit au repos, retraites malvables, en particulier pour les paysannes, recul des services publics dramatique dans nos campagnes... un scandale ! La seule réponse qui leur est apportée est la course au gigantisme. Pour tenter d'avoir un revenu digne, il faut produire toujours plus, s'agrandir, et s'endetter. Ainsi les agriculteurs se retrouvent dépendants voire piégés les uns vis-à-vis de l'agro-business et on transforme les paysans en « agri-managers » avec une logique de patrons.

Sommes-nous prêts à voir le monde agricole continuer à périr sous nos yeux pour au final délocaliser la ferme France ? Depuis cinquante ans, la superficie des exploitations a été multipliée par quatre et le nombre de paysans a été divisé par quatre. Quel est l'intérêt de cette course au gigantisme ? Quel est le sens de forcer les agriculteurs français à produire toujours plus pour inonder les pays émergents de poulet de batterie et de lait en poudre ?